

# Union européenne : où va la social-démocratie ?

mardi 23 juin 2015, par [VERCAMMEN François](#) (Date de rédaction antérieure : 12 décembre 2002).

## Présentation

Dans le précédent numéro de « solidaritéS », nous avons publié une critique du spectacle édifiant de l'assaut du septième siège du Conseil fédéral par la socialiste genevoise Micheline Calmy-Rey, à coups de sursurcroît de conformité avec les idées dominantes de la droite néolibérale.

Nous avons également, dans le même numéro, mis en perspective cet « événement » sans enjeux politiques, en revenant sur l'histoire de la naissance de la « formule magique » de gouvernement et de la participation du PSS au Conseil fédéral.

Mais aujourd'hui, c'est bien sûr à l'échelle européenne que la transformation des partis sociaux-démocrates, de leur ancrage social comme de leurs orientations idéologiques, pose des questions politiques nouvelles à la gauche anticapitaliste.

Pour alimenter le débat nécessaire à propos des évolutions politiques et sociales récentes des partis sociaux-démocrates européens et la recherche des réponses appropriées, nous publions ici un entretien que nous avons eu avec François Vercammen, l'une des chevilles ouvrières de l'organisation des conférences de la Gauche Anticapitaliste Européenne, comme celle qui vient d'avoir lieu à Copenhague et à laquelle nous avons participé. Notre interlocuteur est membre de la direction du Parti ouvrier socialiste belge (POS) et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous reviendrons bien sûr sur ce sujet dans nos prochaines éditions en publiant d'autres contributions, notamment de la part de Murray Smith, l'un des membres fondateurs du Scottish Socialist Party (SSP), qui était notre invité fin novembre dans le cadre de notre troisième « Forum socialiste ».

## Pierre Vanek

---

**Peux-tu rappeler dans quelles circonstances les partis sociaux-démocrates en sont arrivés à contrôler la grande majorité des gouvernements de l'Union Européenne ? Quel bilan peut-on tirer de cette expérience grandeur nature ? Peux-tu donner quelques exemples significatifs ?**

François Vercammen - C'est en l'espace d'un an (mai 1997-septembre 1998) que le pouvoir institutionnel dans l'UE (ses institutions et ses pays-membres) a basculé, lorsque la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne se sont dotés de gouvernements dominés par les partis de la Deuxième Internationale. Ils ont été précédés en cela par les PS suédois, danois, portugais, grec et l'Olivier italien. Par ailleurs, des PS se trouvaient déjà, ou se trouveront ensuite, au gouvernement - mais en position subalterne - dans des coalitions avec des partis conservateurs, en Finlande, en Autriche, en Belgique et au Luxembourg. Il n'y a qu'en Espagne (depuis 1996), et en Irlande, que la

social-démocratie était alors dans l'opposition.

L'expérience « grandeur nature » a été très significative et marquante par sa cohérence et sa visibilité : la social-démocratie européenne, au lieu de rompre avec la politique néo-libérale et une construction européenne profondément anti-démocratique et anti-sociale, a poursuivi et approfondi celles-ci.

La raison fondamentale de ce « retour » spectaculaire de la social-démocratie, après dix à quinze ans de « cure d'opposition » imposée, réside avant tout dans la mutation de la social-démocratie elle-même, c'est-à-dire sa fiabilité néo-libérale, désormais amplement démontrée sur tous les terrains, notamment sur deux critères hautement sensibles : le consensus syndical et la politique électorale. Plus pragmatiquement, il était urgent de relever au gouvernement un certain nombre de chefs de la droite usés (Kohl, Chirac, Thatcher-Major), ainsi que les grands partis bourgeois prestigieux (CDU, RPR, Conservateurs), discrédités, épuisés, frappés de crises d'implosion. Il faut noter la tendance de fond, sous-jacente à cette dynamique de synchronisation : la réussite de l'unification de l'UE et l'uniformisation de ses politiques. Même s'il faut se garder de raisonnements trop mécaniques.

**Dans quelle mesure la conversion des partis socialistes aux recettes néolibérales reflète-t-elle une mutation profonde de leur ancrage social ? Y a-t-il encore une différence de nature entre le parti démocrate états-unien et la social-démocratie européenne ? En d'autres termes, les partis socialistes européens sont-ils devenus des partis bourgeois comme les autres ?**

Je crois effectivement qu'il y a une mutation profonde, la fin d'un cycle historique. Mais quelle mutation ? Il y a toujours eu une difficulté à « conceptualiser » les grandes évolutions de la social-démocratie. Dès ses origines et son implantation dans la société, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier a été accusé d'« embourgeoisement » par des courants critiques révolutionnaires. L'une des premières à avoir saisi la complexité du phénomène fut Rosa Luxemburg, en mettant en évidence la dialectique entre les appareils du mouvement ouvrier, devenu massif, la classe elle-même et la société bourgeoise. Lénine avait épinglé l'« aristocratie ouvrière », la couche supérieure de la classe qui, de par ses privilèges matériels, s'était installée dans le capitalisme. La sociologie universitaire s'en était emparée avec les théories de l'organisation.

La guerre de 1914-18, l'incroyable et imprévisible brutalisation des sociétés occidentales, l'inqualifiable trahison de la social-démocratie avaient rejeté ces analyses au second plan : le fait massue, c'était alors le passage sanglant de la social-démocratie du côté de l'ordre bourgeois. Mais comme elle gardait, malgré tout, une base de masse, la qualification de « parti ouvrier bourgeois » résolvait le problème politico-organisationnel (il fallait un autre parti, marxiste et révolutionnaire, c'est-à-dire « communiste ») et celui de la tactique (la nécessité du « front unique ouvrier » contre la bourgeoisie). Tout cela dans la perspective d'une victoire rapide du socialisme (en Europe), et donc de la disparition de la social-démocratie. Celle-ci n'a pas disparu, malgré les multiples annonces de sa mort prochaine. Ainsi la formule forte de « parti ouvrier bourgeois » s'est avérée un guet-apens, un obstacle souvent pour raisonner dans le concret : l'énorme excroissance du mouvement ouvrier d'après 1945 (sur les plans syndical, parlementaire et municipal) a développé à l'extrême les deux termes contradictoires de la nature de la social-démocratie : elle n'a jamais été aussi « bourgeoise » (c'est-à-dire intégrée dans les rouages de la société capitaliste) et « ouvrière » à la fois. Le véhicule de son embourgeoisement a été avant tout la bureaucratie syndicale.

Devant le bouleversement actuel du mouvement ouvrier et la reconfiguration de la classe des salarié-e-s, partir de la caractérisation de la social-démocratie comme « parti ouvrier-bourgeois » risque de passer à côté de la question. Car cela pousse à focaliser l'analyse sur son « degré d'embourgeoisement », sur le rapport entre l'appareil social-démocrate, l'Etat bourgeois et le

patronat, qui serait suffisant pour caractériser la social-démocratie de totalement « bourgeoise », avec toutes les conclusions tactiques qui en découlent mécaniquement.

Pour juger de la mutation actuelle, il faut partir d'un fait majeur : les directions sociales-démocrates ont violemment affronté leurs propres bases pendant 20 ans afin de prouver à la bourgeoisie leur alignement programmatique complet et leur fiabilité pratique sur le terrain. Les patronats et les « Grands Hommes d'Etat » visaient à ramener le mouvement ouvrier réel dans une position subalterne, similaire à celle d'avant 1940. Il fallait pour cela un recul substantiel, voire une défaite de la classe ouvrière, un ample bouleversement des rapports de force. L'agent actif de ce processus a été l'appareil partidaire. Pour sauver sa propre mise, il avait compris, que ce que tu appelles « les recettes néo-libérales », faisait désormais système et cela pour toute une période. Sur cet aspect, on peut parler d'embourgeoisement. Mais il faut constater, quant au mouvement syndical à dominante social-démocrate, que le processus d'intégration, démarré après 1945, s'est inversé au détriment d'une bureaucratie syndicale très affaiblie.

En ce qui me concerne, j'ai mis l'accent dès 1992 sur la notion de « déconnexion » au sein du monde du travail, et ceci sur trois plans :

- l'abandon de la politique néo-keynésienne - une politique bourgeoise - au profit du néo-libéralisme qui brise tous les acquis liés à « l'Etat-Providence » (il s'agit d'une mutation programmatique) ;
- la distanciation affichée, parfois la rupture, entre le mouvement syndical, désormais accusé de « corporatisme revendicatif », et « le Parti », qui refuse de relayer les revendications syndicales sur le plan des institutions, ce qui était à l'origine de la social-démocratie ;
- une nouvelle élite « post-socialiste » monte en puissance dans l'appareil des PS et fonctionne en osmose avec l'appareil d'Etat ; elle se sent « émancipée » d'un mouvement ouvrier traditionnel discrédité et se charge d'aligner la classe salariée sur les exigences du capitalisme moderne au nom de la modernité.

Fait sans précédent, la social-démocratie a non seulement abandonné les couches les plus précaires, mais elle est en train de perdre l'adhésion des salarié-e-s et de la jeunesse. Les PS ont perdu l'allégeance, l'adhésion idéologique et le contrôle social de vastes secteurs du monde du travail, tout en ne formant plus un pôle d'attraction pour la jeunesse engagée.

On ne peut pas dire pour autant que ces partis sociaux-démocrates soient devenus des partis bourgeois. Je ne crois pas non plus que la comparaison avec les USA soit pertinente à cette étape. Il y a trois obstacles à cela : d'abord, il y a un mouvement syndical présent dans les entreprises, et nationalement organisé, qui reste un outil relativement efficace pour la défense des intérêts immédiats et pourrait se réactiver très vite ; il existe des partis sociaux-démocrates qui aspirent à peser sur les institutions étatiques et sur la vie politique nationale ; et qui, de ce fait, sont obligés à solliciter les suffrages populaires ; finalement, il y a « les traditions » de lutte, de grève, de conflictualité en général, qui développe des dynamiques de reconstitution et de refondation.

La tradition enracinée aidant, il subsiste un terrain favorable à un certain type de social-démocratie, c'est-à-dire à un parti politique ayant un certain degré de cohérence, cherchant à capter les voix populaires et à faire le lien entre un mouvement syndical de masse actif et l'exercice des libertés démocratiques. Ceci est vrai en dehors des situations de guerre ou de révolution sociale, tant qu'existe la démocratie parlementaire électorale.

**Sur une série de questions, Blair et le New Labour ne se distinguent plus du tout des conservateurs. Le Labour britannique a-t-il rompu plus profondément avec la tradition**

## **social-démocrate que le SPD de Schröder ou le PS de Jospin/Hollande ? Si oui, pourquoi ?**

Cela pose deux types de questions : le degré de rupture de chaque parti avec sa propre tradition (des origines aux évolutions plus récentes), mais aussi avec l'« idéal type » de la social-démocratie européenne classique.

Le Labour a certainement la tradition historique social-démocrate la plus faible de tous. Il ne fait pas de doute que Blair a fait le maximum pour détruire à jamais le retour du Labour comme outil des combats de la classe ouvrière. Ceci dit, l'essentiel s'est passé avant, dans les années 80, qui ont vu une double défaite écrasante : celle de la gauche de Tony Benn au sein du Labour, et celle du Labour et des syndicats face à Thatcher. Sur la base de ce rapport de force, Blair a essayé d'achever le sale boulot par une offensive idéologique (le « Parti du business »), une politique brutalement antisociale et pro-guerre, et une réforme antidémocratique du parti (« Clause 4 ») pour neutraliser toute tentative de retour au Labour des forces vives des syndicats. Au point que, pour la première fois, une construction politique en dehors de ce cadre n'est plus désespérée... Mais il semble bien que des liens, certes plus distants, aient été maintenus avec la classe ouvrière.

De son côté, le SPD est totalement déterminé par l'histoire tourmentée de l'Allemagne du XX<sup>e</sup> siècle (un impérialisme fort, les deux guerres mondiales, le nazisme, la division du pays en deux et sa position de pointe durant la guerre froide). Il se définit depuis longtemps (Bad Godesberg, 1958) comme un « parti populaire » et non-socialiste. Mais il fait face à une des classes ouvrières les plus nombreuses, concentrées, formées/cultivées, et organisées dans les syndicats les plus forts (et les plus bureaucratisés !) du monde. La « tâche » de Schröder a essentiellement consisté à étouffer, appuyé sur une mobilisation patronale, la tentative velléitaire de Lafontaine d'imposer une alternative néo-keynésienne (février 1999). On verra comment le mouvement ouvrier, surtout syndical, va se comporter dans ce pays dont « l'Etat social » est resté le plus intact, et qui aura à subir une vraie offensive néo-libérale.

En France, Jospin s'est trouvé dans la situation la plus délicate. Arrivant au pouvoir en 1997, il hérite d'un PS en lambeaux (à cause de la présidence Mitterrand (1981-1995), et est confronté à un mouvement social en éveil, qui a fait chuter Juppé. Dans cette conjoncture socio-politique - exceptionnelle en Europe, à ce moment-là - il gagne les élections « à gauche », mais bifurque tout de suite vers une politique néo-libérale de plus en plus forte. Sa marge de manœuvre est limitée ; il n'aurait pu y arriver sans l'aide du PCF (de ses relais syndicaux) et des Verts. Cela explique que Jospin ne pouvait passer à une révision idéologique de type « troisième voie », bien qu'il ait appliqué la même politique en vigueur dans l'UE (cf. les réunions et décisions des Conseils européens).

Si la question a un sens pratique, on le vérifiera dans l'avenir, pays par pays, à la capacité de la classe salariale et des opprimé(e)s de se confronter aux structures de ces partis pour qu'une alternative à gauche de la social-démocratie puisse se développer. C'est l'Italie qui aujourd'hui est le vrai laboratoire de ces évolutions : un PS (les « Démocrates de gauche ») totalement désarticulé, une initiative surprenante de Cofferati, (ex-)secrétaire général de la CGIL, qui postule à la direction du mouvement ouvrier et social, voire au gouvernement du pays, et une gauche radicale-sociale et politique, qui s'érige en alternative de masse.

## **Y a-t-il un lien historique à faire entre l'effondrement de l'URSS, celui des partis communistes européens, et le tournant à droite de la social-démocratie ?**

Il faudrait entrer dans le concret pour remettre en place les articulations de cette période-clé, de 1980 à 1992. Le « tournant à droite », c'est-à-dire l'adoption par la social-démocratie européenne du néo-libéralisme comme politique et perspective, est consolidé en 1985. Les PS s'y sont ralliés dès 1980, avec les gouvernements Mitterrand et Gonzalez, comme dans l'opposition parlementaire. Ils

l'imposent à leur base. Ils ont un argument pour donner une nouvelle perspective à leurs cadres et militants : 1985 c'est l'année du « Livre blanc » sur le Marché unique (annoncé pour 1992), qui promet l'essor économique et social de l'UE, statistiques à l'appui. Forts des promesses de Jacques Delors en vue d'une Europe sociale, les PS font l'unité avec leurs propres bourgeoisies « pour et derrière l'UE ».

La crise ouverte à l'Est, en 1989, va conduire au triomphe de l'impérialisme européen des deux côtés du Mur ! D'abord, le nouveau contexte idéologico-politique fournit le prétexte rêvé pour reporter les « normes sociales européennes ». L'UE est ancrée comme une machine de guerre exclusivement néo-libérale. Du côté Est, la bureaucratie stalinienne avait empêché la victoire des travailleurs dans les années 80. Quand la classe ouvrière et les intellectuels de RDA traversent le Mur, ils y trouvent un mouvement ouvrier sur la défensive, sous direction social-démocrate, déjà ralliée au néo-libéralisme. Sans perspective, ils choisissent la voie plus rapide vers une vie meilleure : l'unification allemande dans l'Europe unifiée.

Cette défaite simultanée des salarié-e-s, à l'Est comme à l'Ouest, plonge la gauche dans un désarroi sans précédent depuis 40 ans. Tous les courants sont frappés mais à des titres divers. La gauche révolutionnaire s'effondre ou se marginalise. Les PC perdent leur dernier ancrage historique et matériel : la bureaucratie soviétique. La mouvance PC éclate. Les plus grands de ces partis se social-démocratisent. Et la politique social-démocrate débouche sur un désastre électoral dans les années 1992-93 : certains disparaissent de la scène (en Italie). Certains sombrent dans les affaires (le PS de Mitterrand). La crise est générale. Curieusement, la disparition du « socialisme réel », héritier du stalinisme, va toucher la social-démocratie, qui avait elle-même contribué à briser l'espoir du socialisme au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le « tournant à droite » s'achève. Il a été initié et imposé dans les années 80. L'oublier serait ramener la défaite à une question avant tout idéologique, alors que le mouvement ouvrier a été frappé dans sa cohésion sociale.

**Rejetée dans l'opposition, la social-démocratie est-elle en mesure de gauchir son discours de manière crédible afin de regagner une certaine audience parmi les salarié-e-s ou auprès du mouvement alter-mondialiste ? Quelle estimation fais-tu des courants gauches qui se dessinent aujourd'hui au sein de la social-démocratie, notamment en France ?**

Oui, les PS peuvent se redresser sur le plan électoral. Autre chose c'est de reconstruire une organisation compacte, hégémonique, qui comme par le passé (re)gagne le contrôle social de la classe salariée, redevient un pôle d'attraction pour la jeunesse ouvrière et intellectuelle et participe au dispositif central de la stabilité capitaliste. Mais l'appareil peut survivre, d'une manière fort inégale selon les pays (il suffit de comparer le SPD avec les DS italiens).

Il faut donc distinguer la question électorale et la question sociale-politique. Sur le plan électoral, les PS peuvent profiter de l'avènement de gouvernements de droite, majoritaire dans l'UE : être dans l'opposition donne (presque) toujours une prime, vu le mécontentement que génère a priori les partis gouvernementaux ; les droites au pouvoir sont souvent très conservatrices sur le plan « sociétal » (famille, sexualité, rapport hommes-femmes, école, moralisme, répression, guerre) et ouvertement anti-démocratiques et réactionnaires (genre Berlusconi, Aznar,...) ; la crise de la politique néo-libérale permet une « critique sociale » sans risque, qui suggère une autre politique ; une « nouvelle » politique sociale et écologique s'esquisse qui aborde des niches utiles (par ex. médecine, transports, biosphère, alimentation). Puis, il y a le cynisme qui peut être payant : l'exemple surprenant du « pacifisme radical » de Schröder, le temps d'une votation.

D'autre part, les PS misent déjà sur une récupération partielle du mouvement alter-mondialiste. Sur ce point, il est important de distinguer réformisme et social-démocratie. Ce mouvement est « potentiellement anticapitaliste », mais cela ne signifie pas qu'il est, dans sa masse et dans ces

cadres, gagné à une stratégie de rupture extra-parlementaire et à la construction d'une « formation politique-sociale » qui aille à l'affrontement avec l'Etat bourgeois et la classe propriétaire. Le plus probable c'est qu'il va certainement conduire au dégagement de nouveaux courants « vraiment » réformistes.

Finalement, on ne sait rien de ce qui pourrait se passer au sein de la classe salariale en cas d'explosion sociale de masse. Il faut être attentif à l'action de Cofferratti, ex-secrétaire-général de la CGIL, qui a essayé d'abord (mais échoué) de conquérir les DS (Démocrates de gauche, ex-PCI, ex-PDS), avant de se lancer dans plusieurs grèves générales avec, en sous-main, un projet politique, soit d'un nouveau parti de gauche, soit directement d'un gouvernement de gauche (soit les deux à la fois). C'est dire que la gauche radicale a une chance inouïe de s'ériger en alternative anticapitaliste à une échelle de masse. Mais ce sera un combat politique dur et complexe.

**François Vercammen**

---

---

**P.-S.**

\* Paru en Suisse dans « solidarités » n° 18 (12/12/2002). <http://www.solidarites.ch/journal/>